

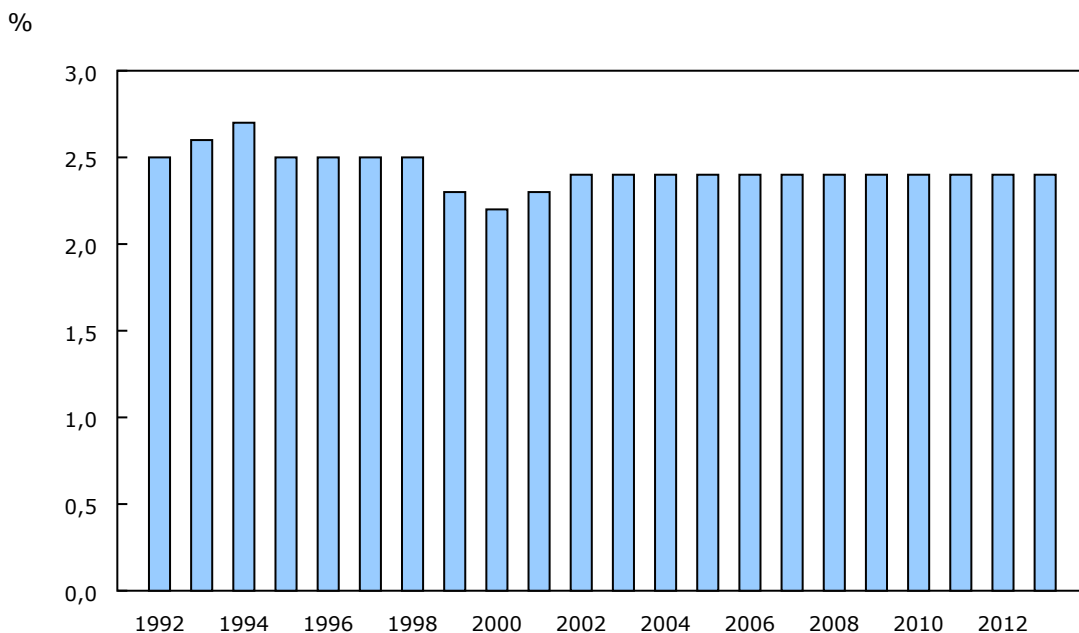
# L'économie souterraine au Canada, 2013

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 20 juin 2016

En 2013, l'activité économique souterraine totale s'est chiffrée à 45,6 milliards de dollars au Canada, ce qui correspond à environ 2,4 % du produit intérieur brut (PIB). Depuis 2002, cette proportion est demeurée stable à 2,4 %. La proportion la plus élevée a atteint 2,7 % en 1994, tandis que la plus faible a été de 2,2 % en 2000.

## Graphique 1

### Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut, Canada, 1992 à 2013



Source(s) : Statistique Canada.

En 2013, trois secteurs ont été à l'origine de plus de la moitié de la valeur ajoutée totale associée à l'économie souterraine, à savoir la construction résidentielle (27,8 %), le commerce de détail (12,5 %) et les services d'hébergement et de restauration (11,7 %).

L'activité économique souterraine peut aussi être examinée du point de vue du PIB selon les dépenses. En 2013, les dépenses de consommation finale des ménages ont représenté 65,2 % de l'activité économique souterraine. La formation brute de capital fixe des entreprises a représenté 27,9 % et les exportations nettes ont constitué les 6,9 % restant.

Les activités souterraines associées aux dépenses de consommation finale des ménages se sont chiffrées à 2 156 \$ par ménage en 2013. Les cinq principales catégories d'activités souterraines associées aux dépenses des ménages étaient les suivantes : les services de restauration et débits de boissons (461 \$ par ménage), les loyers payés pour le logement (406 \$), le tabac (211 \$), les boissons alcoolisées (160 \$) et l'exploitation de véhicules de transport (117 \$).

Du point de vue du PIB selon le revenu, la part la plus forte du revenu tiré de l'économie souterraine est allée aux employés (46,9 %), sous forme de rémunération du travail. Venaient ensuite les sociétés (28,3 %), sous forme d'excédents, et les entreprises non constituées en société (24,8 %), sous forme de revenu mixte. Les salaires non comptabilisés dans les listes de paie et les pourboires découlant de transactions non déclarées ont



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

représenté 21,4 milliards de dollars en 2013, soit l'équivalent de 2,2 % des données officielles du PIB au chapitre de la rémunération des employés. Ce montant correspond à 1 518 \$ par emploi dans le secteur des entreprises en 2013.

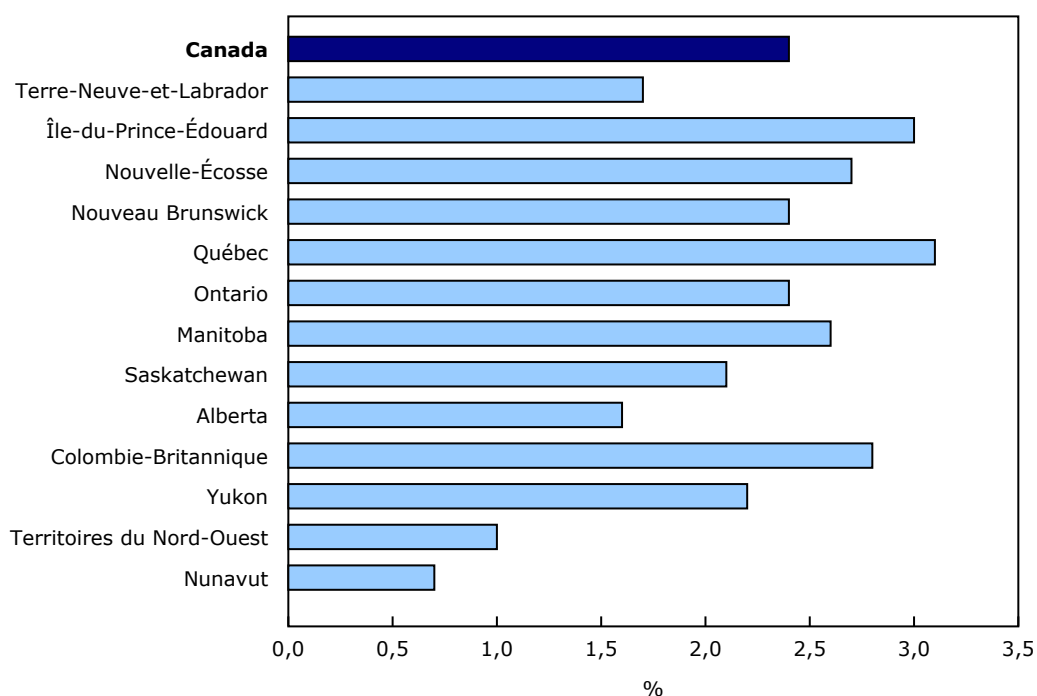
## Économie souterraine selon la province et le territoire

La valeur totale de l'activité économique souterraine en 2013 a été la plus élevée dans les quatre principales économies du pays, soit celle de l'Ontario (16,7 milliards de dollars), du Québec (11,1 milliards de dollars), de la Colombie-Britannique (6,3 milliards de dollars) et de l'Alberta (5,3 milliards de dollars).

Malgré les changements dans la valeur de l'activité économique souterraine, l'activité économique souterraine en proportion du PIB était relativement stable dans chaque province et territoire en 2013. L'économie souterraine en proportion du PIB était la plus importante au Québec, tandis qu'au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, elle observait les proportions les plus faibles.

### Graphique 2

#### Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut, par province et territoire, 2013



Source(s) : Statistique Canada.

L'économie souterraine a représenté 3,1 % du PIB au Québec en 2013. Les secteurs comme le commerce de détail, qui sont plus susceptibles d'avoir une production souterraine, constituent une part plus grande de l'économie au Québec que dans les autres provinces et territoires. Par contre, les secteurs comme l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, dans lesquels les activités souterraines ont tendance à avoir une incidence plus faible, sont moins importants dans l'économie du Québec que dans celle des autres provinces et territoires.

En proportion du PIB, c'est au Nunavut (0,7 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (1,0 %) que l'activité économique souterraine était la plus faible. La présente étude part du principe qu'il n'y a pas d'activité économique souterraine dans le secteur des administrations publiques, et que la sous-déclaration des revenus (ou la

surdéclaration des dépenses) est moins susceptible de se produire dans des secteurs très réglementés ou dans les grandes entreprises. Les administrations publiques et l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz représentent des parts importantes des économies du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

De 2007 à 2013, l'activité économique souterraine en proportion du PIB était assez stable dans toutes les provinces et tous les territoires. Les variations les plus marquées ont été observées à l'Île-du-Prince-Édouard (passant de 3,6 % en 2007 à 3,0 % en 2013) et au Nunavut (passant de 1,1 % à 0,7 %).

### Note aux lecteurs

Les données sur l'économie souterraine par province et territoire, pour les années de référence allant de 2007 à 2013, sont disponibles aujourd'hui. De premières données sont disponibles pour l'année de référence 2013, et les données pour la période allant de 2007 à 2012 ont été révisées. Les données nationales sont disponibles pour la période allant de 1992 à 2013.

Dans le présent communiqué, l'**économie souterraine** est définie comme un ensemble d'activités économiques de marché, soit légales, soit illégales, qui échappent aux mesures en raison de leur nature cachée, illégale ou non officielle. Aux fins de la présente étude, certaines activités illégales, comme celles liées à la drogue et à la prostitution, ont été exclues.

L'étude présente des données sur l'économie souterraine fondées sur les trois méthodes de mesure du produit intérieur brut (PIB) : approche fondée sur les dépenses, approche fondée sur le revenu et approche fondée sur l'industrie. Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants. Toutefois, l'étude fournit des données corrigées pour tenir compte de l'inflation à l'échelle nationale, mais non à l'échelon provincial ou territorial.

Les données sur l'économie souterraine sont entièrement intégrées dans le cadre actuel du Système de comptabilité nationale du Canada.

Le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats de l'étude. Tout d'abord, les données présentées fournissent une limite supérieure, conformément à la recommandation du guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour la mesure de l'économie non observée. Afin de déterminer ces limites, des hypothèses ont été formulées, en vue d'estimer l'ampleur maximale que pourraient atteindre les activités souterraines, en sus de la portion déjà incluse dans le calcul du PIB selon les méthodes classiques. Ensuite, en raison de la nature même des activités souterraines, il est difficile d'obtenir des renseignements à leur sujet, de sorte que les données doivent forcément reposer sur des hypothèses, des données indicatives et différentes méthodes de mesure indirecte. Enfin, le PIB officiel comporte déjà certains ajustements implicites ou explicites au chapitre de l'activité économique souterraine. C'est pourquoi il n'est pas possible de simplement ajouter les données calculées dans cette étude au PIB officiel pour obtenir une mesure du PIB incluant l'économie souterraine. Les données sont également moins susceptibles d'être aussi exactes ou fiables que d'autres données du Système des comptes macroéconomiques.

Le module [Système des comptes macroéconomiques](#), accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Des tableaux de données pour les provinces et les territoires, de 2007 à 2013, et pour le Canada, de 1992 à 2013, sont disponibles sur demande.

Le document « [Méthodologie de mesure de l'économie souterraine par province et territoire](#) » est maintenant offert dans la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca)).